



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Note d'accompagnement de la participation du public sur le programme du Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMPA) 2021-2027

Conformément aux articles L. 122-8 et R. 122-22 du code de l'environnement, une participation du public par voie électronique (PPVE) est organisée sur le programme du Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture à la suite de l'avis de l'autorité environnementale n°2021-22 adopté lors de la séance du 9 juin 2021. Elle est mise en place par l'autorité de gestion du FEAMPA, à savoir la direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA).

La présente note a pour objectif de faciliter les avis du public sur le projet de programme FEAMPA en présentant :

1. La nouvelle programmation
2. Le contexte de la préparation du programme FEAMPA
3. Le contenu du programme : structure, logique, contraintes et choix effectués
4. Les principales conclusions de l'évaluation stratégique environnementale

En effet, le programme FEAMPA rédigé par la DPMA en concertation avec ses partenaires suit un modèle prédéfini et strict, annexé aux projets de règlements portant dispositions communes. Ainsi, le document transmis à la Commission européenne est normé et la présentation du programme ne peut pas y déroger. Cette note a donc pour vocation de faire une synthèse du programme et de permettre une compréhension facilitée du document.

Un second document est soumis à la participation du public, il s'agit de la réponse du maître d'ouvrage (la DPMA) aux recommandations de l'évaluation et de l'Autorité environnementale.

1. La nouvelle programmation des fonds européens 2021-2027

a. Les objectifs du FEAMPA

Le FEAMPA, instrument financier de la Politique Commune de la Pêche (PCP), est un outil conçu pour accompagner l'adaptation de la pêche et de l'aquaculture vers un développement économique durable.

Il est important de rappeler que la PCP actuelle court jusqu'à fin 2022. Elle ne fait donc pas l'objet d'une réforme concomitante à celle de son outil financier. Le nouveau règlement s'inscrit globalement dans une relative continuité.

Cette continuité se traduit notamment dans son orientation clairement en faveur de la protection de la ressource et des océans, de la PMI et de l'économie bleue, de l'articulation avec la réglementation environnementale et les engagements internationaux de l'U.E (ODD 14, ...), de levier de mise en oeuvre de la PCP, de logique de pilotage par la performance, d'approche régionale par bassin maritime des mesures de gestion de la ressource

Le FEAMPA recentre son champ d'intervention sur 4 grandes priorités thématiques (contre 6 précédemment), plus directement liées aux autres politiques de l'U.E :

1. Le développement durable de la pêche et la conservation des ressources halieutiques.
2. La sécurité alimentaire via le développement économique durable de l'aquaculture et des marchés.
3. La croissance bleue.
4. La gouvernance internationale des océans.

Ces priorités s'inscrivent dans les cinq grands objectifs stratégiques de l'Union Européenne (UE) définis dans le règlement portant dispositions communes (RPDC) dont deux concernent réellement le FEAMP :

- Une Europe plus verte et à faibles émissions de carbone par l'encouragement d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'adaptation au changement climatique et de la prévention des risques.
- Une Europe plus proche des citoyens par l'encouragement du développement durable et intégré des zones urbaines, rurales et côtières au moyen d'initiatives locales.

La priorité 1 est la seule qui définit précisément un certain nombre d'obligations pour la mobilisation du FEAMPA qui est ciblée sur les principales mesures de la PCP : la petite pêche côtière, la protection et la restauration de la biodiversité, la contribution à la stratégie de collecte des déchets en mer [nouveau].

Pour la priorité 2, l'accent est mis sur l'aquaculture, et cette priorité insiste également sur la structuration des marchés, les outils de commercialisation / qualité / valeur ajoutée, ainsi que les investissements productifs dans la transformation.

La priorité 3 confirme notamment le soutien au Développement Local mené par les Acteurs Locaux (DLAL) et introduit un soutien à l'amélioration des connaissances sur l'état de l'environnement marin. Le Développement Local mené par les Acteurs Locaux est une approche interfonds. Cette approche porte sur tous les littoraux concernés et tient compte des organisations et spécificités par façade ou bassins.

Dans le cadre de la priorité 4, le FEAMPA contribuera à la priorité de sécurité et de défense de l'U.E [nouveau], au travers notamment la surveillance maritime et la coopération douanière. Le champ du fonds est encore plus élargi.

Enfin, pour chaque région ultrapériphériques (RUP) (Guadeloupe, Guyane, Martinique, la Réunion, Mayotte et St Martin) des plans d'actions doivent être établis.

Le nouveau Fonds abandonne la liste de mesures prédéfinies dans le règlement au profit de la définition de grandes priorités dans le cadre desquelles il revient aux Etats membre de définir eux-mêmes les mesures qu'ils souhaitent mettre en oeuvre pour respecter ces priorités européennes (obligations de résultats).

En matière budgétaire, l'enveloppe globale du FEAMPA au niveau européen est de 6,5 Md€ sur l'ensemble de la période. Elle est en légère baisse. La répartition entre Etats membre se base sur la même clé de répartition qu'actuellement, soit 567 M€ pour la France.

Enfin, comme pour le FEAMP, le règlement définit des ratios forfaitaires pour chaque type d'intervention afin de calculer la part des financements dédiés à la protection de l'environnement et au changement climatique. Ainsi, dans son considérant 15, sans qu'il ne soit repris dans un article du règlement qui lui aurait apporté une valeur juridique contraignante, il est précisé que les actions du FEAMPA devraient contribuer à la réalisation de l'objectif consistant à consacrer 30 % des dépenses totales en matière de climat, 7,5 % des dépenses annuelles aux objectifs en matière de biodiversité en 2024 et 10 % en 2026 et 2027. Par ailleurs, le règlement impose l'affectation d'au moins 15 % de l'enveloppe globale au contrôle et à la collecte des données ainsi qu'un montant d'environ 130 millions d'euros pour les régions ultrapériphériques dont 60 à 70 % maximum pour la compensation des surcoûts.

b. Les modalités d'élaboration du programme FEAMPA

La déclinaison nationale du FEAMPA est le programme opérationnel. Pour construire la stratégie de ce programme, l'Etat et les régions s'appuient sur un diagnostic partagé des secteurs de la pêche et de l'aquaculture, en tenant compte des attentes de la société. Ce travail a débuté fin 2019 avec le partenariat (Etat, Régions, partenaires professionnels, société civile et instituts de recherche concernés). Le diagnostic, construit en parallèle au niveau national et dans les régions, a permis d'identifier des besoins auxquels le programme devra répondre.

Ce processus s'est appuyé sur quatre instances de concertation :

- Un comité de co-rédaction, composé de la DPMA (autorité de gestion), de représentants des différentes administrations centrales impliquées dans la mise en œuvre du FEAMPA et de représentants des Régions. Il s'est réuni à 10 reprises entre le 6/02/2020, et le 2 avril 2021, dont une réunion élargie à l'ensemble des organismes et services de gestion régionaux et administrations de l'Etat (au Ministère et dans les Directions de la Mer des RUP) ;
- Les réunions « RUP » régulières entre les Régions ultrapériphériques, la DGOM, la DPMA et l'AMO ;
- Le Comité National de Suivi du FEAMP 2014-2020, composé de l'Autorité de gestion, des organismes intermédiaires, de représentants des socio-professionnels et de la société civile et de la Commission Européenne qui s'est réuni le 16/01/2020, le 09/07/2020 et le 25/09/2020 et le 9 février 2021 ;
- Les réunions entre l'Etat et les Régions (dont le Comité Etat-Régions du 4 février 2021).

Il s'est également appuyé sur :

- Les travaux préparatoires propres à chaque Région et aux administrations centrales ;
- D'importants travaux d'analyse documentaire au premier semestre 2020 et une enquête auprès des Régions (janvier-février 2020) ;
- Une enquête auprès de l'ensemble des représentants socio-professionnels membres du Comité National de Suivi (mai - juillet 2020) auxquels se sont ajoutés une dizaine d'entretiens en face à face et des échanges par email puis un CNS informel le 25 septembre 2020 et le 9 février 2021 et des retours écrits des socio-professionnels ;
- Les fiches actions élaborées dans le cadre de la révision du Plan Stratégique National Pluriannuel de Développement Aquacole en partenariat avec les filières ;
- Des groupes de travail techniques entre les services de l'Etat et les Régions (octobre-novembre 2020) approfondissant certains sujets spécifiques au pilotage et à la mise en œuvre future du programme FEAMPA (indicateurs et Type d'intervention, assistance technique, Option de coûts simplifiés, système d'information, Instruments financiers, etc.) et des échanges avec le réseau FAME.

Par ailleurs, la consultation du public sur les besoins identifiés du programme a eu lieu entre le 7 novembre et 20 décembre 2020 par voie dématérialisée de réunions de concertation mises en place avec l'aide des Directions Interrégionales de la Mer (DIRM).

Le projet de programme 2021-2027 fait également l'objet d'une concertation continue, c'est-à-dire d'une démarche de concertation avec le public qui suit la procédure de débat public avant la participation du public par voie électronique qui s'ouvre aujourd'hui.

A l'issue de la PPVE, une version définitive du programme sera rédigée puis soumise au comité national de suivi. Les représentants des professions maritimes et l'administration mais aussi la Commission européenne font partie de cette instance. Ils émettront un avis sur le document qui sera soumis durant l'automne à la Commission européenne pour validation.

c. Maquette financière

A l'origine centré sur l'accompagnement environnemental et économique des entreprises (pour la mise en œuvre de la PCP), le champ d'intervention du fonds au niveau national s'est étendu en 2014-2020 au financement des obligations de l'Etat en matière de contrôle, collecte de données, biodiversité et sanitaire. Ces obligations étaient précédemment couvertes par des dépenses au niveau de la Commission européenne.

Pour la prochaine programmation, la France dispose d'une enveloppe de 567 millions d'euros en légère baisse par rapport à la programmation précédente (588M€).

Dans le cadre de cette enveloppe, il a été jugé nécessaire de maintenir ces moyens qui constituent la condition *sine qua none* au maintien des activités de pêches, pour lesquelles les Etats doivent démontrer le bon état des stocks grâce notamment à la collecte de données et au contrôle mais aussi à la préservation de la biodiversité. C'est pourquoi, les enveloppes allouées aux projets régaliens sont maintenues entre les deux programmations.

Par ailleurs, conformément aux orientations définies au niveau européen, ce programme fait l'objet d'un soutien renforcé aux actions de protection de l'environnement, notamment à travers les moyens dédiés à l'OS 1.6 (Contribuer à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques)

Concernant le financement pour la transition économique et environnementale des entreprises, le niveau d'intervention publique sera maintenu. En effet, par le biais de la baisse du taux de cofinancement qui passe de 75% (FEAMP) à 70% (FEAMPA), il y aura davantage de contreparties nationales que sur la programmation actuelle et au final un niveau d'aide publique globalement équivalent à celui du fonds précédent.

Note d'accompagnement de la participation du public par voie électronique sur le programme
FEAMPA

Les évolutions de la maquette par rapport au FEAMP sont les suivantes :

Priorité	Objectif spécifique	Article	Intitulé OS Simplifié	FEAMP	Articles FEAMP	Rapport à l'enveloppe globale	FEAMPA	Rapport à l'enveloppe globale
Priorité 1 Favoriser une pêche durable et la restauration et la conservation des ressources biologiques aquatiques	1.1.1	article 14 hors 1.1.2	Investissements à bord et portuaires	62	26, 28, 32, 37, 38, 42, 43	11%	65	11%
	1.1.2	art 17 et 19	Installation et investissements qui augmentent la jauge	6	31	1%	10	2%
	1.2	art 18	Remotorisation	3	41	13%	4	1%
	1.3	art 20 et 21	PSF et AT	33	33, 34	6%	15	3%
	1.4	art 22 et 23	Contrôle et Collecte	123	76, 77	21%	124	22%
	1.5	art 24	PCS	86,5	70	15%	73	13%
	1.6	art 25	Protection de la biodiversité	16	39, 40	3%	21	4%
Priorité 2 Encourager les activités aquacoles durables ainsi que la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture, contribuer ainsi à la sécurité alimentaire dans l'Union.	2.1	art 27	Aquaculture	127	47, 48, 50, 51, 55, 56, 57	22%	103	18%
	2.2	Art 28	Transformation et commercialisation	80	66, 67, 68, 69	14%	85	15%
Priorité 3 Permettre une économie bleue durable dans les zones côtières, insulaires et intérieures et favoriser le développement des communautés de pêche et d'aquaculture	3.1	art 29 et 30	DLAL	20	62, 63, 64	3%	27	5%
Priorité 4 Renforcer la gouvernance internationale des océans et faire en sorte que les mers et les océans soient sûrs, sécurisés, propres et gérés de manière durable	4.1	art 31 à 34	Connaissance du milieu marin, surveillance et coopération grade côte	9	80	2%	9	2%
Assistance technique	5.1			23	78		31	
588,5							567	

2. Le contexte dans lequel s'inscrit le programme FEAMPA

a. Le Brexit et la crise sanitaire

La fin de négociations du projet de règlement FEAMPA a été effectuée dans un contexte d'incertitude relatif à la préparation du Brexit. La Commission a décidé en janvier 2021 de créer la réserve d'ajustement Brexit, fonds spécifique ayant pour objectif de palier les conséquences du Brexit, plutôt que d'abonder chaque fonds individuellement. Il est doté de 5 milliards d'euros dont un peu plus de 600 millions seraient attribués à la France. La répartition entre les différentes politiques publiques concernées n'a pas encore déterminé mais la pêche bénéficiera d'une enveloppe minimale de 100 millions d'euros consacrés notamment à des arrêts temporaires, des compensations de perte de chiffre d'affaire et potentiellement, des plans de sortie flotte. L'ensemble des mesures de court terme pour faire face au Brexit seront donc prises en charge par le fonds dédié et non par le FEAMP ou le FEAMPA. Par ailleurs, des mesures de plan de sortie de flotte seront également élaborées dans ce cadre. Le FEAMPA pourra être pour sa part mobilisé pour des investissements de plus long terme (modernisation, diversification, etc...).

Par ailleurs, à la suite de la crise sanitaire liée au coronavirus, le gouvernement a mis en place dans le cadre du FEAMP actuel des mesures de gestion de crise (compensation des pertes pour les aquaculteurs et arrêts temporaires). Il a également déployé sur crédit nationaux un plan de relance non inclut dans le plan de relance européen. Dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, plusieurs appels à projets ont ainsi été ouverts durant le premier semestre 2021 portant sur des projets d'investissements pour une enveloppe de 30 millions d'euros et sur des projets d'aide au développement des navires afin d'améliorer la performance énergétique ou environnementale pour une enveloppe de 15 millions d'euros. L'articulation avec le FEAMP actuel a été trouvée de manière pragmatique au niveau local pour empêcher les doubles financements tout en tenant compte de l'état de consommation des crédits sur la maquette FEAMP au niveau local. La

b. La réforme de la politique commune de la pêche (PCP)

Le FEAMPA est l'instrument financier de la PCP. Cette politique a été révisée en 2013, entraînant notamment la mise en place de l'obligation de débarquement. Des réflexions sont en cours au niveau français afin d'anticiper la nouvelle réforme qui devrait intervenir dans les années à venir, et donc en décalage avec le nouveau cadre du FEAMPA. Les objectifs de cette révision seraient de conforter les objectifs de la PCP actuelle avec la mise en place de nouveaux outils.

c. La stratégie pour le milieu marin

La directive 2008/56/CE de 2008 a créé un cadre d'action européen dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive-cadre stratégie pour le milieu marin). Elle a été transposée au niveau national par le biais des plans d'action pour le milieu marin dans un premier temps et doit être mise en œuvre dans les documents stratégiques de façade (DSF). Ils détaillent des actions en vue de maintenir ou rétablir un bon état écologique des écosystèmes marins *via* la mise en place de mesures visant à minimiser l'impact des activités sur le milieu. Le FEAMPA contribuera pour partie à la mise en œuvre de ces DSF.

d. L'accord de partenariat commun aux fonds européens structurels et d'investissement

Les fonds européens structurels et d'investissement mis en œuvre en France (FEDER, FSE, FTJ et FEAMPA) sont concernés par un règlement transversal portant dispositions communes (RPDC) à l'ensemble des fonds. Ce règlement dispose que chaque État membre organise et met en œuvre un

partenariat global via un accord de partenariat conformément à son cadre institutionnel et juridique, et en tenant compte des spécificités des Fonds. Ce document décrit notamment l'articulation de l'intervention entre les différents fonds.

e. La décentralisation des fonds européens et son application dans la gestion du FEAMPA

Dans la continuité du FEAMP, le règlement FEAMPA ne prévoit qu'une seule autorité de gestion¹ par État membre, laquelle a été confiée à la direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) du ministère de l'agriculture et l'alimentation et celui de la mer.

Toutefois, comme pour le FEAMP, une partie de la gestion du fonds est déléguée à des organismes intermédiaires : les régions littorales (à l'exception de Mayotte et de Saint-Martin) pour les objectifs spécifiques régionaux, et FranceAgriMer pour les objectifs spécifiques nationaux (actions régaliennes ou d'ampleur « nationale ») et en matière d'aquaculture pour les régions continentales.

Par ailleurs, contrairement à la période de programmation 2014-2020, ce sont les organismes intermédiaires qui seront chargés du paiement des aides aux bénéficiaires et non plus l'Agence de services et de paiement (ASP). L'autorité d'audit reste la Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC).

L'Etat et les Régions partagent ainsi la responsabilité globale d'assurer une mise en œuvre efficace du FEAMPA en France.

Afin d'optimiser les allocations financières, un examen des consommations des crédits est réalisé en cours de la programmation, afin d'ajuster la maquette financière si nécessaire.

Concernant la mise en œuvre du programme, l'ensemble des objectifs spécifiques et des types d'action qui pourront faire l'objet d'un financement seront détaillés sur le site Europe en France et les sites des aides des régions littorales. Comme pour le FEAMP, des fiches à destination des porteurs de projets indiqueront les conditions d'éligibilité, les critères de sélections et les taux de co-financement et d'intensité. Elles seront validées par le comité national de suivi et seront déclinées par objectif spécifique et pour chaque région pour les types d'action dont elles ont la gestion. Ces fiches pourront être complétées par des appels à projets ou des décrets et arrêtés pour certains types d'action comme pour la programmation actuelle.

¹ Cf. article 8 du règlement FEAMPA

3. Le contenu du programme : structure, logique, contraintes et choix effectués

3.1. Structure du programme

La structure du document reprend le modèle de programme présenté par la Commission aux Etats membres le 14 juin 2019. Ce modèle prévoit non seulement les différentes sections et sous-sections du programme, mais également un nombre de caractères maximum par section.

Pour être transmis à la Commission, le contenu du programme doit être saisi dans le logiciel SFC qui comporte un certain nombre de contrôles automatiques (en particulier sur le nombre de caractères). Par conséquent, le contenu du programme est très encadré, aussi bien dans la forme que sur le fond. Ainsi, la Commission ne valide que ce qui doit figurer dans le programme, tous les autres éléments nécessaires à la mise en œuvre opérationnelle du FEAMPA relevant de la subsidiarité nationale (exemple : critères de sélection, notes de cadrage).

Le programme FEAMPA comprends 9 sections :

- **Section 1 : Stratégie du programme : principaux défis en matière de développement et de réponses politiques** – La stratégie répond aux besoins identifiés dans l'analyse AFOM (analyse atouts/opportunités/faiblesses/menaces). Cette section devrait se lire à la suite de l'AFOM. Elle vise à définir l'orientation générale du programme et donc à donner de la lisibilité à l'action publique. Cette stratégie a été établie en lien avec l'ensemble des parties prenantes du programme.
- **Section 2 : Priorités du programme FEAMPA France 2021-2027** – cette partie détaille l'ensemble des objectifs spécifiques (OS) et des types d'actions envisagées pour chacun d'entre eux ainsi que les indicateurs de réalisation. Ces types d'actions sont classés par priorité), conformément à celles identifiées dans le règlement FEAMPA. Elle indique aussi pour chaque OS, les indicateurs de réalisation et de résultat ainsi que leurs valeurs intermédiaires et cibles. Le cas échéant, les instruments financiers sont présentés.
- **Section 3 : Plan financier** – cette section décrit la répartition des montants financiers entre les différentes priorités mais aussi par objectif spécifique et les cofinancements nationaux de la maquette financière.
- **Section 4 : Conditions favorisantes** – cette partie décrit l'effectivité de la réalisation des conditions favorisantes. Ces dernières sont fixées dans le règlement portant dispositions communes à l'ensemble des fonds européens structurels et d'investissement (FESI) et portent sur le suivi des marchés publics, le respect des règles d'aides d'Etat, l'application effective de la charte européenne des droits fondamentaux de l'UE et de celle des Nations-Unies sur les droits des personnes handicapées. Ces conditions doivent être respectées par chaque programme de fonds européen pour qu'il soit validé.
- **Section 5 : Autorités du programme** – cette section présente l'autorité de gestion (à savoir la DPMA), d'audit et les organismes recevant les paiements de la Commission.
- **Section 6 : Partenariat** – cette section présente le processus de concertation pour l'élaboration du programme mené par la DPMA en lien avec les différents acteurs du monde maritime et les administrations concernées pour élaborer le programme.
- **Section 7 : Communication et visibilité** – cette partie décrit le plan de communication du FEAMPA.
- **Section 8 : Utilisation des coûts unitaires, des montants forfaitaires, des taux forfaitaires et du financement non lié aux coûts** – cette section indique les options à coûts simplifiés que peut choisir l'Etat membre pour présenter les dépenses pour le remboursement par la Commission européen. Elles permettent un remboursement des dépenses non pas sur la base réelle des coûts mais par le biais d'un barème et d'un forfait afin de réduire les pièces justificatives et de fluidifier la gestion des demandes de paiement. Dans le cadre du FEAMPA,

la seule utilisée sera pour l'assistance technique qui est régie par le règlement portant disposition commune et qui n'est donc pas obligée d'y figurer. En effet, il s'agit ici des OCS pour les paiements entre la Commission européenne et l'Etat membre. Il est à noter que des OCS entre le bénéficiaire et l'autorité de gestion, portant notamment sur les frais de personnel ou de mission, seront mises en place.

Le programme comporte en outre des annexes :

- L'annexe 1 est relative au remboursement des dépenses éligibles de la Commission à l'Etat membre sur la base de coûts unitaires, de montants forfaitaires et de taux forfaitaires
- L'annexe 2 est relative au financement non lié au coût
- L'annexe 4 est composé de l'ensemble des plans d'actions FEAMPA pour les six régions ultrapériphériques

3.2. Les différents types d'indicateurs et le cadre de performance

Des indicateurs sont associés à chaque étape de la logique d'intervention du programme FEAMPA :

- Définition d'objectifs stratégiques et du changement attendu : indicateurs de résultat et cible 2029 (section 2 du programme) ;
- Mobilisation et moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs : indicateurs de réalisation, liés à des articles du FEAMPA, avec une cible 2029.

Les types d'indicateurs (résultat et réalisation) sont communs à tous les fonds européens et d'investissement. Les indicateurs relatifs au FEAMPA sont définis dans l'annexe 1 du règlement FEAMPA. Ils sont communs à tous les Etats membres.

4. Présentation de l'évaluation stratégique environnementale

Les principales conclusions des analyses d'incidences selon les types d'action soutenus par le projet de programme opérationnel et leur contribution attendue aux objectifs « environnement et climat » sont les suivantes.

Mesures dédiées aux objectifs environnementaux

- Les soutiens à l'acquisition et à la promotion des connaissances (collecte réglementaire DCF-EUMAP et acquisition de connaissances « gestion durable des océans »), représenteraient 36% du budget contribuant aux objectifs environnementaux. Les effets attendus de ces interventions sont très positifs sur les thématiques biodiversité et milieux, les données concernant les stocks exploités sont notamment indispensables pour la gestion durable des pêcheries et la mise en œuvre des soutiens au secteur de la pêche (segments à l'équilibre / ressources halieutiques). Au-delà des données collectées dans le cadre des obligations réglementaires de la PCP, le financement d'études et de collectes spécifiques à certaines espèces et milieux (par ex : stocks orphelins de données, zones de frayères et nurseries) peuvent permettre d'enclencher des mesures de précaution (protection) et/ou de gestion durables des activités de production dans certaines zones.
- Les soutiens aux investissements à vocation environnementale des entreprises de pêche
 - L'aide à la remotorisation, contribue à 100% à la réduction des consommations d'énergie fossile et des émissions de Gaz à Effet de Serre. Son budget représente 1,6% du budget environnemental et les effets seront donc relativement marginaux à l'échelle de la flotte française.
- Les soutiens contribuant à la protection et à la restauration des écosystèmes aquatiques représentent 9,2% des fonds contribuant aux objectifs environnementaux, concernant divers types d'actions :
 - Actions de protection et gestion des zones Natura 2000, Aires Marines et Zones de Conservation Halieutique ;
 - Innovation environnementale (études, recherches, projets pilotes...) visant à limiter les impacts de la pêche sur le milieu marin (dont sélectivité des engins).
 - Gestion des déchets, via l'expérimentation de filières de collecte et de gestion dans différentes régions ;
 - Actions locales d'acquisition de connaissances sur certains stocks et interventions en faveur des milieux.
- Les compensations pour arrêts temporaires et définitifs des activités de pêche. Indirectement, les aides permettent de réduire des déséquilibres entre capacité de pêche et ressources et ont donc un effet sur la biodiversité par réduction de la mortalité par pêche et éventuellement sur les habitats lorsque les arrêts concernent des flottilles travaillant avec des arts trainants (chaluts de fond, dragues...). Le budget affecté à ces actions représente environ 5,7% du budget contribuant à l'environnement.

L'ensemble des mesures dédiées à 100% aux objectifs environnementaux mobilisent en cumul 23% du budget total du FEAMPA, soit moins que l'objectif minimal de 30% fixé par le Règlement. De fait, une contribution d'au minimum 7% doit venir des autres types d'actions dont l'objectif premier n'est pas l'environnement et/ou le climat mais qui peuvent y contribuer de façon variable selon les critères de sélection ou de priorisation des projets.

La nouvelle organisation du programme opérationnel FEAMPA permet d'élargir les stratégies à de nouvelles thématiques et un renforcement des axes climatiques et environnementaux, issus notamment de la concertation du public.

Cette stratégie transversale sera traduite dans l'ensemble des projets portés par les futurs bénéficiaires du FEAMPA.

Les principaux effets potentiels de l'intervention du FEAMPA visent à avoir un effet positif et significatif :

- Sur la biodiversité, en lien avec l'amélioration de l'état des stocks des espèces d'intérêt halieutique mais également, par la réduction des captures des espèces « non désirées ». On peut raisonnablement envisager des effets additionnels des projets d'amélioration des connaissances, de gestion durable et coordonnée des pêcheries (partenariats scientifiques-pêcheurs, travaux sur les impacts des activités de pêche et les moyens d'y remédier, techniques innovantes, sélectivité...) ou par les effets des stratégies de commercialisation sur la limitation du gaspillage des ressources (organisation des apports en fonction des besoins du marché, valorisation d'espèces abondantes sous-exploitées, utilisation des captures non désirées) et par la résorption des surcapacités résiduelles (plans de sortie de flotte).
- Sur la préservation d'habitats remarquables et de sites naturels, en lien avec les soutiens à la mise en place des stratégies de gestion coordonnée des aires marines protégées (AMP), en particulier le réseau marin Natura 2000, l'organisation spatiale des activités (planification spatiale ...) et l'adaptation des pratiques de pêche dans ces zones à forts enjeux. Des effets positifs sont également possibles sur le milieu marin en général, hors AMP (innovation des techniques de pêche, amélioration de la connaissance...)
- Sur la qualité des eaux en lien avec les soutiens aux investissements réduisant les émissions de polluants (piscicultures intensives, équipements portuaires et criées, entreprises de transformation).
- Sur les consommations d'énergie des navires de pêche, et sur les émissions de GES associées aux utilisations de carburants fossiles dont la consommation par le secteur de la pêche devrait diminuer en lien avec la réduction de la puissance de la flotte de pêche, une plus grande efficacité énergétique et une transition vers les énergies renouvelables pour certains investissements
- Enfin, sur la lutte contre les déchets issus des activités de pêche et d'aquaculture, cette thématique étant devenue une des priorités de la PCP. Cependant, des effets pédagogiques et d'expérimentation préalable à la mise en place de filières de récupération et de gestion seront nécessaires auprès des Conseils régionaux ou départementaux, gestionnaires des ports de pêche.